

Réduction des Risques liés à l'usage de drogues : plus de 50 associations se rassemblent et réclament une politique drogues axée sur les droits humain et la justice sociale

Ce **mercredi 26 juin 2024**, à l'occasion de la **Journée d'Action Internationale Support. Don't Punish.**, plus d'une cinquantaine d'associations bruxelloises, wallonnes et flamandes organisent **un rassemblement à Bruxelles à 16h, Place de l'Albertine**. Face à l'échec des politiques répressives et afin de renforcer la Réduction des Risques liés à l'usage de drogues, le secteur se mobilise une nouvelle fois pour réclamer des mesures fortes et la révision en profondeur de la loi drogues de 1921. Cette année, une carte blanche a été rédigée par le collectif d'associations, mettant notamment en évidence les coûts sociaux et humains, mais aussi environnementaux de la politique actuelle.

Le 26 juin est également la Journée internationale des Nations unies contre l'abus et le trafic de drogues. Historiquement, cette date a été utilisée par les gouvernements pour faire la promotion des prétendus succès des politiques répressives en matière de drogue. Qu'il s'agisse de déclarations guerrières grandiloquentes, de communiqués satisfaits sur les saisies de drogues ou même de procès publics au cours desquels des personnes jugées coupables de délits liés à la consommation ou au trafic de drogue sont exécutées, la théâtralisation macabre qui accompagne la "guerre contre la drogue" glorifie la violence et la punition au détriment de la dignité et des droits humains. Dans ce discours, la pénalisation de l'usage et donc des usager·ères occupe une place de choix.

Support. Don't Punish est une campagne internationale de plaidoyer née en 2013, en réaction à ce discours culpabilisant et stigmatisant. Un axe fondamental de la campagne est la contribution à un environnement favorable à l'élaboration de politiques en matière de drogues fondées sur la promotion de la santé et le respect des droits humains. La campagne vise, plus particulièrement, à inscrire la Réduction des Risques à l'agenda politique en renforçant la capacité de mobilisation des communautés touchées et de leurs allié·es, en ouvrant le dialogue avec les décideur·euses et en sensibilisant les médias et le public.

Par cette action, menée conjointement dans 292 villes à travers le monde représentant 85 pays, les associations précitées entendent faire passer un message : l'important c'est d'accompagner, d'aider, de soutenir, de soigner les personnes qui consomment des drogues, pas de les punir ou de compliquer leur situation. Trop souvent encore les personnes consommatrices sont stigmatisé·es. L'accès à la santé, à la prévention, à la Réduction des Risques et aux traitements s'en trouve retardé ou entravé. Les personnes qui développent une dépendance la cachent à leurs proches, à leurs collègues, mais aussi à leurs médecins traitant·es.





En Belgique, la campagne *Support. Don't Punish* est portée par l'asbl Modus Vivendi et un collectif associatif principalement issu du secteur spécialisé en matière de drogues et d'addictions, mais aussi d'associations issues de divers secteurs, comme celui des droits humains, de la santé mentale, de la promotion de la santé, de la prévention, de l'éducation, de l'aide aux justiciables, de l'aide aux migrants, de lutte contre l'exclusion, la pauvreté et le sans-abrisme, ...e d'associations issues de divers secteurs, comme celui des droits humains, de la santé mentale, de la promotion de la santé, de la prévention, de l'éducation, de l'aide aux justiciables, de l'aide aux migrants, de lutte contre l'exclusion, la pauvreté et le sans-abrisme, ...

Cette année, le collectif a écrit une carte blanche qui relaie l'appel à la dépénalisation de l'usage de drogues qui est central dans la campagne *Support. Don't Punish*. Voici les messages principaux de cette carte blanche :

- La Belgique fait face à une crise majeure liée au trafic de drogues et au crime organisé devant laquelle la stratégie interfédérale et les dispositifs régionaux apparaissent insuffisants ;
- De prime abord séduisante, la nouvelle stratégie globale en matière de drogues présentée en décembre dernier se caractérise par son ambivalence et, surtout, elle ne change rien au cadre légal répressif qui lui préexistait ;
- Les politiques répressives en général, et la pénalisation de l'usage et donc des usager-ères de drogues en particulier, reçoivent toujours plus de moyens, au détriment de la promotion de la santé, alors même qu'elles se révèlent inefficaces, voire contre-productives ;
- Les coûts de la pénalisation de l'usage de drogues sont élevés, se situent à plusieurs niveaux, depuis la santé jusqu'à l'environnement, en passant par la sécurité, et pèsent de façon disproportionnée sur les populations les plus précarisées et/ou celles dont la consommation est la plus visible ;
- Une nouvelle politique drogues s'impose, qui soit inclusive et fondée sur la promotion de la santé, le respect des droits humains, la défense de l'environnement et l'évaluation scientifique et empirique ;
- Le secteur spécialisé en matière de drogues et d'addictions, avec le soutien des secteurs connexes comme ceux de la justice, des droits humains, de la santé mentale ou de l'aide aux personnes en demande d'asile, a des propositions concrètes et réalistes pour initier une approche pragmatique.
- La régulation du marché des drogues illicites permet d'envisager des solutions durables qui répondent aux besoins de toutes, usager-ères de drogues ou non.

Programme

16h00 - Démarrage en fanfare avec Maracatongé.

16h30 – Discours introduits par la modératrice, **Anne Löwenthal**, militante.

16h35 – **Edgar Szoc**, Président d'honneur de la Ligue des droits humains abordera la difficulté de faire un travail d'éducation et de prévention dans un cadre où la détention est pénalisée.





16h45 – **Christine Guillain**, Professeure à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles mettra l'accent sur les deux volets de la répression en matière de drogues en Belgique : d'une part, un taux d'incarcération qui reste important, d'autre part, une répression qui passe davantage par l'imposition de sanctions administratives communales et de transactions.

16h55 – **Aurélien Vitiello**, Expert du vécu au Forum Bruxelles contre les inégalités, exposera trois idées-forces : 1) à travers le recrutement de jobistes et de pairs-aidant·es dans les asbl, la parole des usager·ères de drogues est (de nouveau) prise en compte ; 2) les politiques sociales continuent de victimiser les usager·ères de drogues ; et 3) ceux-ci doivent se mobiliser pour se réapproprier leur vécu.

17h05 – Clôture en fanfare avec **Maracatongé**.

17h30 – Fin du rassemblement

Rassemblement le mercredi 26 juin 2024 de 16h à 17h30
Place de l'Albertine – 1000 Bruxelles

Contact presse

Pour le collectif (belge) Support. Don't Punish. :

Nicolas Van der Linden

nicolas.vanderlinden@modusvivendi-be.org

0486 309 624

